

Synthèse des consultations

Plan d'action pour la croissance et les technologies propres

Avril 2018

Table des matières

1. Introduction
2. Statistiques des consultations
3. Principaux enjeux et pistes d'action mentionnés par les parties prenantes
4. Forum de consultation sur l'économie circulaire

1. Introduction

Introduction

- Le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation a invité, pendant l'automne 2017, les acteurs concernés par la croissance et les technologies propres à proposer des pistes d'action en vue de l'élaboration d'un plan d'action.
- Les consultations se sont échelonnées du 13 novembre au 11 décembre 2017.
- Une [page Web](#) et un [document de consultation](#) ont été mis à la disposition des participants pour expliquer la démarche.
- Les participants avaient l'occasion de soumettre leurs propositions par plusieurs plateformes :
 - Rencontre individuelle ou de groupe
 - Formulaire en ligne
 - Mémoire
 - Autres modes : courriel, document de présentation, étude, promotion de projet et vidéo

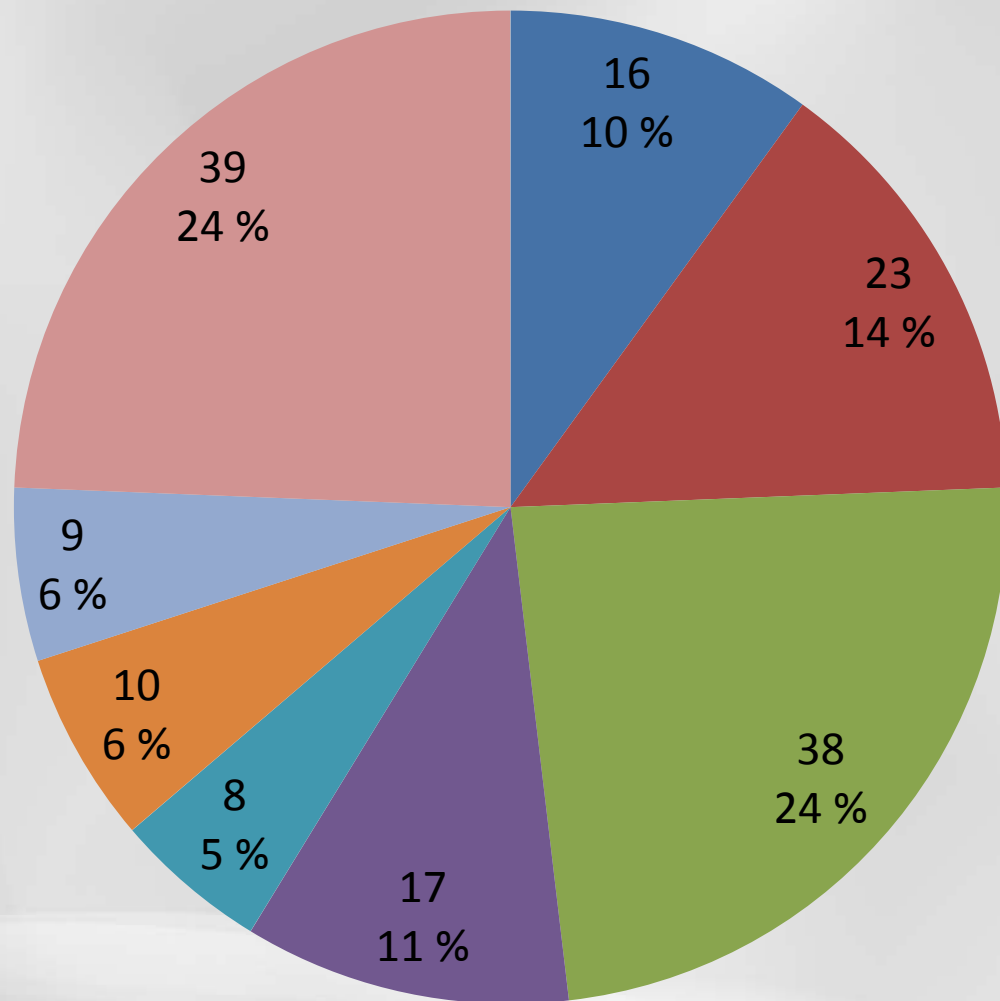


Les pistes d'action énoncées dans cette présentation sont celles formulées par les organismes consultés. Il ne s'agit pas de la position officielle du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation sur la croissance et les technologies propres.

2. Statistiques des consultations

Nombre d'organismes consultés par type

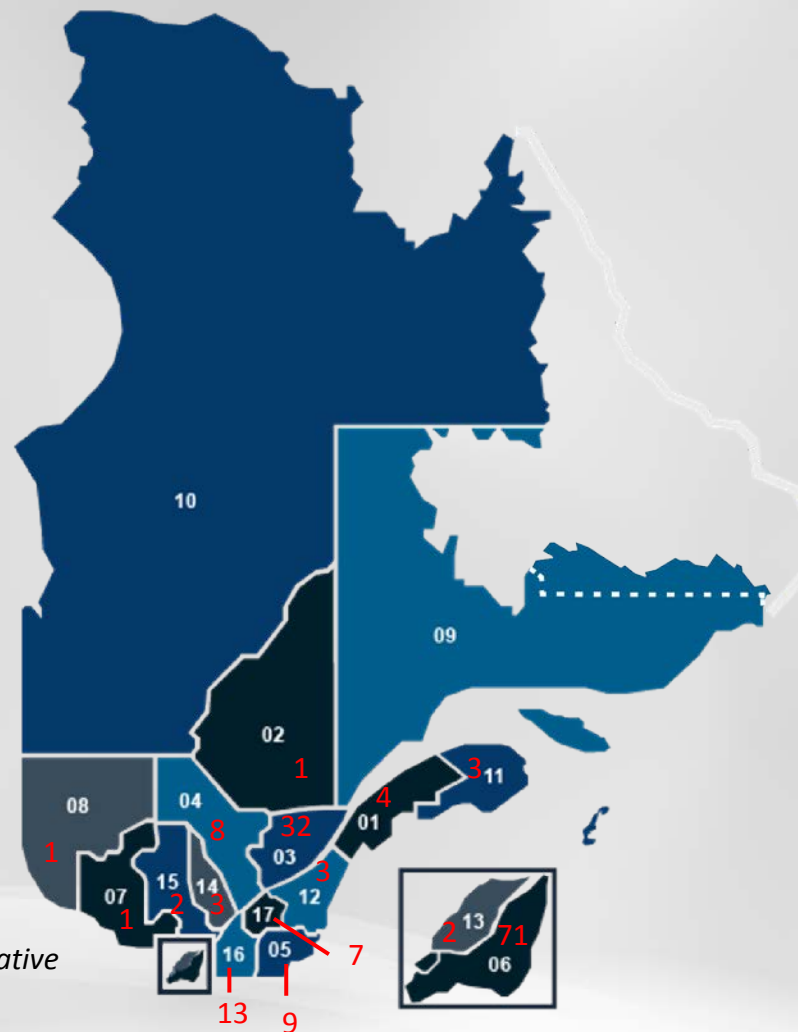
- Associations et organismes de concertation
- Organismes de développement durable et de financement responsable
- Entreprises de technologies propres
- Entreprises utilisatrices et parcs industriels
- Institutions financières
- Ministères et organismes (Québec et Canada)
- Acteurs municipaux
- Organismes de recherche et d'innovation



Total : 160 organismes

Répartition des organismes participants par région administrative

Région administrative	Nº
01 Bas-Saint-Laurent	4
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	1
03 Capitale-Nationale	32
04 Mauricie	8
05 Estrie	9
06 Montréal	71
07 Outaouais	1
08 Abitibi-Témiscamingue	1
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3
12 Chaudière-Appalaches	3
13 Laval	2
14 Lanaudière	3
15 Laurentides	2
16 Montérégie	13
17 Centre-du-Québec	7
Total général	160



Note : Les organisations ont été triées selon la région administrative de leur siège social.

Modes de consultation

MODE	No
 Rencontre individuelle	28
 Rencontre de groupe	60
 Formulaire en ligne	69
 Mémoire	19
 Forum de consultation sur l'économie circulaire	34
 Autre modes	30
Somme	240

Note

- La somme (240) diffère du nombre d'organisations consultées (160), car une même organisation peut avoir utilisé plusieurs modes de consultation.

Explication des modes de consultation

- Un **formulaire en ligne** était disponible sur le site Web du Ministère et comportait des questions standardisées.
- Les **mémoires** pouvaient également inclure des lettres ayant du contenu apparenté à celui d'un mémoire.
- Les **autres modes** pouvaient inclure des propositions faites par courriel, des présentations, des études, des projets ou des vidéos soumis au Ministère dans le cadre des consultations.

3. Principaux enjeux et pistes d'action mentionnés par les parties prenantes

Main-d'œuvre et compétences

Enjeux

- Absence de formation universitaire consacrée aux technologies propres (TP)
- Manque d'intervenants qualifiés en matière d'innovation
- Pénurie et problème de rétention de la main-d'œuvre

Pistes d'action

- Création d'une formation universitaire consacrée aux TP (ex. : MBA en *cleantech* aux États-Unis)
- Création d'une formation appliquée aux besoins des intervenants en innovation : entrepreneurs, acteurs financiers, etc.

R-D, innovation et entrepreneuriat

Enjeux

- Peu de partenariats entre acteurs publics et privés en R-D
- Manque de financement pour les entreprises en démarrage
- Manque d'appui à la démonstration technologique

Pistes d'action

- Création de partenariats publics et privés pour favoriser l'innovation
- Amélioration du financement et de l'accompagnement pour les entreprises en démarrage
- Bonification du financement des projets en R-D et des projets de démonstration technologique
- Veille et diffusion de l'information sur les problématiques environnementales

Commercialisation des technologies propres

Enjeux

- Manque d'accompagnement pour la mise en marché (ex. : plan de commercialisation)
- Faible performance à la commercialisation de TP visant un nouveau marché et pour lequel il est difficile de prévoir la demande
- Manque de connaissances sur les besoins des marchés publics

Pistes d'action

- Amélioration de l'accompagnement des PME dans les marchés locaux et hors Québec
- Financement accru, y compris l'aide fiscale, pour faciliter la commercialisation des TP
- Mutualisation de l'offre de TP

Adoption des technologies propres

Enjeux

- TP qui n'ont pas fait leurs preuves par rapport à d'autres technologies établies
- Barrières à l'entrée sur certains marchés (ex. : ententes commerciales d'exclusivité)
- Manque d'ouverture des institutions financières compromettant la capacité de financer l'acquisition de TP

Pistes d'action

- Amélioration des incitatifs à l'adoption des TP existantes ou émergentes
- Mise sur pied d'une communauté de pratique afin de diffuser les stratégies pour faire face aux barrières à l'entrée
- Mutualisation de la demande de TP (ex. : municipalités)

Adoption des technologies propres (suites)

Enjeux

- Manque de fiscalité incitative ou contradiction de cette fiscalité avec les objectifs de la croissance propre
- Prix souvent plus élevé des biens et des services écoresponsables
- Sous-utilisation des marchés publics dans l'achat de produits et de services écoresponsables

Pistes d'action

- Écofiscalité
- Sensibilisation des consommateurs
- Achat de produits et services écoresponsables par les marchés publics
- Accompagnement des entreprises dans les pratiques d'achat écoresponsables

Adoption de pratiques d'affaires écoresponsables par les entreprises

Enjeux

- Manque d'accompagnement par les organismes reconnus
- Difficulté d'accéder à de l'information et à des outils adaptés au secteur et à la taille de l'entreprise
- Faible mobilisation des grands acteurs (gouvernement et donneurs d'ordres)
- Retour sur investissement difficile à évaluer

Pistes d'action

- Financement et accompagnement adapté par des organismes de développement économique régionaux et sectoriels
- Sensibilisation, veille et diffusion d'outils
- Exemplarité de l'État et des grands donneurs d'ordres
- Divulgence de l'information sur la performance des entreprises pour les institutions financières selon des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

Écologie industrielle et écoparcs

Enjeux

- Manque d'accompagnement
- Absence de reconnaissance formelle des écoparcs actuels
- Absence de réseau établi
- Manque d'information et d'outils
- Retour sur investissement insuffisant
- Absence de financement

Pistes d'action

- Création d'un réseau d'animateurs territoriaux en écologie industrielle pour offrir un accompagnement
- Accompagnement des organismes municipaux pour la mise en place d'écoparcs ou pour la requalification de parcs existants
- Cartographie des matières et des flux de matières ainsi que d'un système d'échanges entre entreprises

Gouvernement – réglementation

Enjeux

- Processus long et complexe d'octroi des certificats d'autorisation pour les projets d'innovation
- Code du bâtiment pas assez souple pour l'adoption des innovations
- Réglementation pas assez contraignante (ex. : environnement, matières résiduelles, biocarburant)

Pistes d'action

- Processus d'octroi des certificats d'autorisation plus simple et rapide ou programme de type *greendeal*
- Souplesse du Code du bâtiment
- Réglementation plus sévère, fiable et prévisible pour favoriser la demande des TP
- Amélioration de l'encadrement sur l'affichage des attributs écologiques des produits

Gouvernement – administration

Enjeux

- Pas ou peu d'indicateurs de suivi pour les TP
- Complexité des processus pour obtenir des aides financières
- Trop de mesures et d'aides financières imprévisibles dans le temps
- Financement principalement axé sur la réduction des GES
- Méconnaissance/confusion à propos des notions de croissance propre et des TP

Pistes d'action

- Assurer une reddition de comptes transparente et axée sur des indicateurs de résultats
- Accroître la flexibilité et la possibilité de révision des dossiers d'aide financière
- Rendre le financement gouvernemental à l'innovation conditionnel à une stratégie de protection de la propriété intellectuelle
- Appliquer des critères d'écoconditionnalité dans les aides financières gouvernementales en lien avec l'adoption de TP québécoises
- Mettre sur pied une instance de coordination et de déploiement à l'échelle nationale de l'économie verte et circulaire

5. Forum de consultation sur l'économie circulaire

Forum de consultation sur l'économie circulaire

Le 7 décembre 2017, le Ministère a organisé le Forum de consultation sur l'économie circulaire, conjointement avec Recyc-Québec. À cette occasion, 41 personnes ont participé aux discussions. Cette initiative a permis l'émergence de plusieurs propositions de mesures à mettre en place. Ces propositions seront considérées dans le cadre de l'élaboration du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres.



Forum de consultation sur l'économie circulaire

Enjeux	Pistes d'action
Coordination	<ul style="list-style-type: none">• Mandater une instance de coordination du déploiement de l'économie circulaire au Québec.• Déployer un réseau d'animateurs territoriaux de l'économie circulaire et pérenniser leur présence.
Financement	<ul style="list-style-type: none">• Financer le déploiement des projets d'expérimentation de l'économie circulaire.• Financer le déploiement des symbioses dans les parcs industriels du Québec.
Formation et partage de l'expertise	<ul style="list-style-type: none">• Développer des formations pour les acteurs socio-économiques.• Mettre en place une plateforme en économie circulaire pour favoriser le partage de l'expertise.
Indicateurs et traçabilité	<ul style="list-style-type: none">• Développer les indicateurs de suivi de l'économie circulaire.• Mettre en place un système de traçabilité et de mesure des flux de matières.
Marché	<ul style="list-style-type: none">• Créer une dynamique de demande pour les produits et services issus de l'économie circulaire.
Pouvoirs publics	<ul style="list-style-type: none">• Mettre en place des mesures d'allégement réglementaire pour les projets innovants.• Réviser la fiscalité de façon à ce qu'elle soit cohérente avec l'économie circulaire.